

Convention collective

IDCC : **8414** | **EXPLOITATIONS HORTICOLES, MARAÎCHÈRES
ET DE PÉPINIÈRES**

(Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges)

(5 novembre 2019)

Avenant n° 1 du 4 mai 2020

NOR : AGRS2097151M

IDCC : 8414

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Par mandat de la FNSEA et de la FRSEA Grand Est, la FNPHP Lorraine ;

Par mandat de la FNSEA et de la FRSEA Grand Est, légumes de France,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT Grand Est ;

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des
tabacs et des activités annexes FO ;**

Union régionale des syndicats CFTC Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le Smic est un salaire de référence, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le Smic horaire est fixé à 10.15 € depuis le 1^{er} janvier 2020.

(Voir page suivante.)

Les salaires horaires minima concernant les ouvriers et employés sont fixés comme suit :

Catégorie	Salaire horaire	Salaire mensuel en euros (pour 151,67 heures)
Niveau I, échelon 1	10,15	1 539,45
Niveau I, échelon 2	10,23	1 551,58
Niveau II, échelon 1	10,32	1 565,23
Niveau II, échelon 2	10,44	1 583,43
Niveau III, échelon 1	10,63	1 612,25
Niveau III, échelon 2	10,77	1 633,49
Niveau IV, échelon 1	11,21	1 700,22
Niveau IV, échelon 2	11,27	1 709,32

Les salaires horaires minima concernant les techniciens, agents de maîtrise et les cadres sont fixés comme suit :

Catégorie	Salaire horaire	Salaire mensuel en euros (pour 151,67 heures)
TAM		
Niveau I, échelon 1	11,46	1 738,14
Niveau I, échelon 2	11,64	1 765,44
Niveau II	12,96	1 965,64

Catégorie	Salaire horaire	Salaire mensuel en euros (pour 151,67 heures)
Cadre		
Niveau I	15,09	2 288,70
Niveau II	18,93	2 871,11

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} mai 2020.

Article 3

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité départementale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Grand Est, en l'absence d'opposition dans un délai de 15 jours suivant sa signature.

Fait à Laxou, le 4 mai 2020.

(Suivent les signatures.)